



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 8 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 juillet 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, M. GABARD, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme LUCKHAUS à Mme SARRAUTE, Mme BERTHIOT à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme MERCHADOU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

10 – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - ATTRIBUTION INDIVIDUELLE- SECOURS POPULAIRE BLAYE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La municipalité apporte son concours à la vie associative locale notamment par le biais de subventions.

Le Secours Populaire, antenne de Blaye, a sollicité la ville pour obtenir une subvention exceptionnelle dans le cadre de l'aide aux familles pour l'envoi des enfants en vacances.

En effet, cette année du fait de la diminution de la participation de l'aide sociale à l'enfance (CG33), les familles sont beaucoup plus sollicitées qu'auparavant.

Afin que les familles puissent toujours participer à hauteur de 15 € par enfant, il est donc demandé à la ville de Blaye, d'attribuer une subvention exceptionnelle de 172€, pour permettre à 3 enfants de partir.

Les crédits de cette subvention sont inscrits à l'article 6748 du budget communal.

La commission n°4 (Education - Santé - Solidarité - Logement Et Associations À Caractère Éducatif, social, Solidaire Et De Santé) s'est réunie le 23 juin 2014 et a émis un avis favorable .

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 juillet 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 10/07/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20140708-16247-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur FRANCIS RIMARK